



Compte-rendu Entretien de solidaires Finances Publiques avec le Directeur Général

Prévenu, la veille pour le lendemain, de la visite dans notre contrée angevine de Jérôme FOURNEL, Directeur général de son état, nous avons accepté, nonobstant les demandes de neutralisation du dialogue sociale sur une période de forte mobilisation contre la réforme des retraites, la rencontre proposée ce vendredi 17 mars 2021, à 16h30.

On ne rencontre pas tous les jours un directeur général et il nous apparaissait nécessaire qu'il se frotte à la réalité du terrain, hors du cadre très polissé des visites de services, orchestrées et balisées par la Direction.

Sa visite matutinale au pas de course, d'abord à l'Etablissement des services Informatiques d'Angers puis au Centre de contact aura été l'occasion, déjà, de mesurer le malaise d'agentes et d'agents démunis des moyens de leur assistance aux usagers.

Et cela aura été l'occasion ensuite, pour nos jeunes collègues du CDC de se prêter à l'exercice d'un échange direct avec un directeur général sur leurs conditions de travail et les conditions dégradées du service public, conséquences d'outils informatiques inappropriés et des mesures fiscales constamment revisitées.

Solidaires Finances Publiques s'est retrouvé seul face à un Directeur général, une adjointe au délégué du directeur général, un directeur départemental (AGFIP), deux directeurs départementaux adjoints (AFIP) et une directrice divisionnaire (AFIPA), dans une configuration de grand oral.

La discussion a débuté par deux questions purement rhétoriques :

Que pouvons-nous vous dire que vous ne savez déjà ?

Que pouvez-vous nous apprendre que nous n'aurions déjà dénoncé ou interpellé ?

Vous ne pouvez pas occulter que les agents de la DDFIP 49 sont dans le TOP 5 des directions les plus mobilisées dans le conflit sur le report de l'âge de départ à la retraite imposé unilatéralement par un Président jupitérien et ses vassaux.

Vous ne pouvez pas méconnaître le mal-être des agents de la DGFIP qui ne peuvent assurer leur mission par manque de moyens humains, juridiques et applicatifs.

Vous ne pouvez pas ignorer les revendications des agentes et agents sur le manque de reconnaissance alors qu'ils sont investis au quotidien dans leur mission et qu'ils absorbent depuis des années des réformes incessantes.

Dans le même temps, ils ont subi :

- ➔ Des pertes de pouvoir d'achat depuis 10 ans, encore plus accentuées en cette période d'inflation galopante, sans que la piètre revalorisation du point d'indice en 2022 ne vienne remédier à cette injustice.
- ➔ Des plans de qualification (concours, liste d'aptitude, tableau d'avancement) en berne depuis de trop nombreuses années.

Vous ne pouvez pas sous-estimer l'investissement des agents de la DGFIP qui ont été impactés par les réformes incessantes, des réorganisations administratives contestées et des mobilités imposées.

Vous ne pouvez pas ignorer que la motivation des agents est en recul au regard des différents baromètres que vous diligentez. La conscience professionnelle des agentes et agents qui, jusque-là a constitué le ciment de notre administration, est l'ultime barrière à l'effondrement de notre service public, sans compter qu'ils et elles mesurent l'absence de reconnaissance de leur hiérarchie.

Vous ne pouvez pas rester aveugle face à la souffrance de plus en plus prégnante chez nos collègues, corrélée à des pertes de repères dans l'accomplissement de leur mission et à des inquiétudes sur l'avenir incertain de leur service.

À tous ces points, le DG a répondu de manière convenue, s'efforçant de minimiser les effets délétères des évolutions de notre administration sur les collectifs de travail.

Il n'a cependant pas manqué de partager notre réflexion sur la rémunération en indiquant que *« la porte du Ministre n'était pas fermée sur ce sujet. Après « l'épisode » du conflit actuel, des discussions seront proposées aux organisations syndicales nationales. »*

Le sifflement du train en provenance de NANTES et en direction de PARIS-BERCY s'est finalement fait entendre clôturant ainsi un entretien de 40 minutes.

Alors, Monsieur FOURNEL, à l'ouest rien nouveau ?